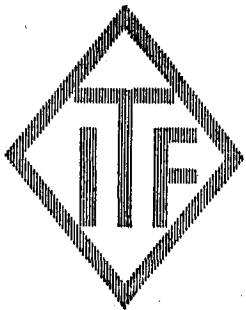


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N°11
5ème année

Amsterdam, le 29 mai 1937.



Comment on veut dé- porter les chômeurs dantzikois.

(I.T.F.) Le "Kurier Baltycki" qui pa-
rait dans le port polonais de Gdynia
écrit: " Un nombre de Polonais, ci-
toyens de Dantzig, ont été invités

ces jours-ci par les autorités à se présenter un jour dé-
terminé pour l'enregistrement; ils devaient être envoyés
en Allemagne dans un camp de travail. On répondit aux pro-
testations de ces citoyens dantzikois qui alléguaient que, étant Polo-
nais, ils n'avaient aucune obligation de faire du service de travail en
Allemagne, que tous les citoyens de Dantzig avaient à obéir aux ordres
des autorités et qu'aucune exception ne pouvait être faite à ce sujet
pour des Polonais. Les Polonais ayant malgré cela refusé de se rendre
en Allemagne, ont été privés du secours de chômage". (Kurier Baltycki,
13 mai 1937).

Le gouvernement polonais a pris immédiatement des me-
sures pour empêcher que des chômeurs polonais soient contraints par
la faim à aller travailler dans le Troisième Reich. Aucun Etat toute-
fois ne se préoccupe du sort des chômeurs dantzikois de nationalité
allemande déportés par le Sénat nazi. On n'a pas eu connaissance jus-
qu'ici de démarches de la part des ministres des Affaires étrangères
de Grande-Bretagne, France et Suède, chargés par la Société des Nations
de suivre attentivement les événements de Dantzig, au profit des chô-
meurs dantzikois organisés dans le temps dans les syndicats libres et
chrétiens.

Terreur contre les ondes.

(I.T.F.) La colonne antifasciste ita-
lienne de la Brigade internationale en
Espagne a infligé au front de Guadala-

jara une défaite écrasante aux troupes régulières italiennes. Le bruit
de cet échec a percé en Italie; ainsi beaucoup d'Italiens ont soudaine-
ment compris combien sont mensongers les bulletins de victoire de Fran-
co, reproduits quotidiennement par la presse italienne et ils ont vu
que les "glorieux" soldats italiens pouvaient remporter la victoire
contre des Abyssins sans défense mais que, contre des troupes europé-
ennes, encore qu'armées de manière défectueuse comme l'est la Brigade
internationale, à la suite des conventions de non-intervention, ils ne
peuvent pas grand'chose. Et ils ont vu que les antifascistes, lorsqu'il
peuvent affronter des fascistes, l'arme à la main, sont parfaitement
en mesure d'en venir à bout.

Toutes les tentatives de la dictature fasciste pour empêcher que la nouvelle de cette défaite ne se divulgue, furent vaines. Depuis la révolte militaire en Espagne les radiodiffusions quotidiennes de Barcelone en langue italienne, sont beaucoup écoutées. Le cercle des écouteurs augmente toujours. Même dans les cafés et locaux publics des groupes d'auditeurs se rassemblent. C'est pourquoi les fascistes ont recours à la terreur pour tâcher d'empêcher qu'on écoute les radiodiffusions d'Espagne. Dans le journal "Régime fascista" (du 28 avril) le trop fameux terroriste Farimacci, l'ancien secrétaire général du parti fasciste, invite "les vrais fascistes" à "atteindre ces porte-voix de la radio espagnole et les mettre au pilori. Il suffira de deux ou trois exemples...." Ces incitations à des actes de terreur ont promptement eu des suites. A Florence, un café en face de l'église Santa Felicita où les clients se réunissaient régulièrement pour écouter les émissions de Barcelone a été envahi et saccagé par les chemises noires. Dans l'Emilie, à Faenza, Forli, Ravenna, de véritables expéditions punitives ont eu lieu -- ainsi que l'annonce le "Nuovo Avanti" du 7 mai.

Si après 15 années de dictature fasciste de pareilles expéditions punitives sont nécessaires, cela prouve combien peu le fascisme a pris racine dans les masses italiennes et cela démontre avant tout combien efficace est une propagande par T.S.F. faite dans la langue des peuples asservis par les dictatures fascistes.

Six années de travaux forcés pour avoir écouté la T.S.F.

(I.T.F.) Ecouter des émissions radiophoniques de l'étranger n'est pas interdit en Allemagne. Lorsque

toutefois les mouchards de la police surprennent un Allemand en train d'écouter des émissions en langue allemande émanant de Madrid, Barcelone, Strasbourg, Prague, Luxembourg ou Moscou, celui-ci est sévèrement puni. Afin d'éviter que l'étranger ne tire du grand nombre de pareilles condamnations, ses conclusions quant à l'état d'esprit dans le troisième Reich, la presse allemande ne fait que de temps à autre mention de cas de condamnations pour avoir écouté le poste de Moscou.

A la mi-mai, le Tribunal d'appel hanseatique à Hambourg a condamné des écouteurs du poste de Moscou -- à Bremerhaven un verdict analogue avait précédemment déjà été rendu -- à des peines de travaux forcés, allant de 2 à 4 ans. Le "Völkische Beobachter" du 16/17 mai écrit à propos de ces verdicts: "Encore qu'il ne soit pas défendu par la loi d'écouter le poste de Moscou, cela signifie toujours une chose dangereuse. Ce geste peut en effet être facilement interprété comme la préparation d'un complot de haute trahison... Un individu isolé peut déjà, en écoutant les émissions moscovites, se rendre coupable de la préparation d'un acte de haute trahison.

La question de savoir si le fait d'écouter le poste de Moscou constitue un acte passible de peine, dépend toujours à nouveau, surtout des antécédents, notamment de l'ancienne orientation politique".

Les murs ont des oreilles.

(I.T.F.) "Un habitant de Leherheide qui avait tenu (dans sa maison. Réd.)

de nombreux propos défaitistes au sujet du régime actuel eut à répondre de son attitude devant la cour d'assises de Wesermünde. Un "dirigeant politique" du parti N.S.D.A.P. qui habitait le même immeuble que l'accusé dut bien entendre ses réflexions, attendu que le mur entre les deux appartements n'a qu'une demi-brique de grosseur. La Cour condamna l'accusé à trois mois de prison" ("Frankfurter Zeitung" 23 mai)

Un "dirigeant politique" est le permanent qui se trouve au bas de l'échelle dans le parti dont le président est Adolf Hitler.

Les femmes protestent contre le coût de la vie.

(I.T.F.) Georges Burnett, un journaliste anglais ayant fait un voyage en Italie, donne dans son reportage

un récit animé de l'indignation des ménagères au sujet de l'augmentation incessante du coût de la vie: "Il est curieux de constater comment, dans les familles italiennes la femme se révèle souvent plus hostile au régime fasciste que le mari.... La femme peut dire son opinion sans courir le risque d'être arrêtée.... Visiter le marché fournit une abondante documentation sur l'état d'esprit du peuple. Là, on n'entend que parler de la misère et de la hausse incessante des prix. C'est ainsi que j'ai pu, sur le marché de Florence, assister à de véritables démonstrations contre l'augmentation du coût de la vie. Elles commencent

toujours par les cris indignés d'une femme qui constate que le prix du fromage ou de l'huile a monté de deux ou trois sous depuis la veille. Cette femme qui jette les hauts cris--gare au carabinier qui se risquerait à intervenir! s'il y en a un il s'éloigne discrètement--est immédiatement appuyée par tout un groupe d'autres ménagères pas moins furieuses qu'elle à cause de la hausse inattendue des prix. Leurs voix stridentes orient: "Où allons-nous? Veut-on nous faire mourir de faim? Il s'en faut de peu". Ces femmes disent "on" pour attaquer le régime à travers le commerçant". (Giustizia e Libertà, 7 mai 1937).

Un aveu.

(I.T.F.) La majoration des salaires des travailleurs italiens paraît si insuffisante même à la dictature, vu l'augmentation du coût de la vie, que la presse italienne a reçu (le 18 avril) du sous-secrétariat de la propagande l'instruction de ne parler qu'"avec réserve" des augmentations.

La fuite du "Paradis".

(I.T.F.) Le pavillon italien à l'Exposition de Paris a été construit par des ouvriers italiens, envoyés d'Italie en vertu d'une autorisation spéciale du gouvernement Laval; ces ouvriers étaient rétribués environ 30% au-dessous des taux prévus par le contrat collectif des ouvriers du bâtiment parisiens. Beaucoup d'entre ces ouvriers venaient pour la première fois à l'étranger. Le gouvernement fasciste craignant que même ces ouvriers soigneusement choisis ne subissent la "contagion" des syndicalistes français, changeait la main-d'oeuvre tous les quinze jours. Afin d'entraver un contact avec les travailleurs français, les Italiens ne touchaient pendant leur séjour en France qu'un argent de poche de 5 francs par jour. Leur salaire ne leur était payé qu'à leur retour en Italie. Or, beaucoup d'ouvriers italiens sont venus au siège de la Fédération française des travailleurs du bâtiment, priant de régulariser leur situation pour leur permettre de rester en France--ainsi écrit dans "Le Peuple" (le quotidien de la C.G.T.) du 19 mai, un membre de la Commission exécutive de la Fédération du bâtiment. Ils déclaraient, décidés, qu'ils ne retourneraient pas en Italie, quoiqu'on fasse.

Göring, le fanfaron, critique Paris!

(I.T.F.) Lors de l'ouverture, le 8 mai, de l'exposition de Düsseldorf "Schaffendes Volk" le général Göring affirmait que l'Exposition de Paris n'avait pas pu être ouverte au moment annoncé parce que la terreur des syndicats rendait impossible une liquidation prompte des travaux. Dans le Troisième Reich toutefois, une exposition est toujours prête et ouverte exactement à temps.

Le discours de Göring a été radiodiffusé et reproduit dans la presse. Les journaux reçurent cependant l'instruction de ne pas publier les critiques de Göring contre l'Exposition de Paris. Les censeurs du ministère de la propagande n'ignoraient pas en effet que, si l'Exposition de Düsseldorf avait, elle, été ouverte à temps, elle était loin d'être prête. Sur une partie du terrain, les conduites électriques n'avaient pas encore été installées, de sorte que bien des jours après l'ouverture l'éclairage, le soir, laissait encore bien à désirer. Le soir même de l'ouverture le pavillon du Front allemand du travail était même dans l'obscurité. Les stations du chemin de fer miniature n'étaient pas éclairées. Les fontaines ne jouaient pas le jour de l'ouverture ni même les jours après. Les fontaines lumineuses, dont l'harmonie des coloris avait tant été vantée d'avance, ne pouvaient pas être admirées. Plusieurs jours après l'ouverture on travaillait encore au pavage de diverses allées entre les pavillons.

Une partie seulement des halls étaient installés le jour de l'ouverture. Dans certains, quelques machines avaient été provisoirement montées pour camoufler quelque peu la honte. Les graphiques animés des halls centraux ne marchaient encore qu'en partie et lors de la visite de l'Exposition après l'ouverture officielle, la maison du Front du travail ne put pas du tout être montrée. Les visiteurs et les habitants de Düsseldorf qui avaient entendu le discours radiodiffusé de Göring, durent constater avec étonnement qu'une exposition à moitié achevée venait de s'ouvrir. Ils ne furent point étonnés toutefois, de voir le hall de la mode et des bijoux encore tout vide le jour de l'ouverture. De méchantes langues prétendaient en effet que c'était là une précaution de la part des exposants qui craignaient que l'envie ne vienne à Göring de faire confisquer leurs bijoux pour en orner ses uniformes!

Un nazi viennois a
reçu son congé.-----

lurgistes du Syndicat unique autrichien, a été soudainement "mis en congé". La presse viennoise assure qu'il ne reviendra pas à ce poste. Znidaric avait été pendant quelques mois sous-secrétaire d'Etat pour les questions ouvrières dans le cabinet Schuschnigg. Il eut soin toutefois de laisser vacant son bon petit poste et une fois sorti du cabinet, il réintégra les fonctions de président du "syndicat" des métallurgistes. Il se sentait à tel point sûr dans cet emploi qu'il alla jusqu'à signer une requête en faveur de la réadmission du parti nazi.

Cette audace s'étant ébruitée, le syndicat clandestin libre des métallurgistes ne laissa plus passer aucune réunion d'entreprise dans les grands établissements métallurgiques, aucune assemblée du syndicat unique, sans réclamer que ce nazi soit destitué de ses fonctions.

Finalement, il n'était plus possible de maintenir plus longtemps Znidaric.

"Liberté syndicale"
autrichienne.-----

ont réclamé d'être admis à prendre part aux négociations menées par le syndicat unique pour la conclusion d'un contrat collectif. Le président de l'organisation fasciste des ouvriers du papier-- qui doit son poste à la dictature-- réprimanda vertement les hommes de confiance leur interdisant de tenir des réunions sans l'autorisation du syndicat unique: "Nous vous faisons remarquer"--ainsi ce président--" que nous traiterons comme illicites toutes réunions (des hommes de confiance) tenues sans l'instruction et sans l'autorisation officielle de la commission syndical et que, par conséquent, nous n'entendons pas donner suite à des mandats, décisions ou résolutions quelconques de ces assemblées illégales. Nous signalons en outre que de pareilles conversations illégales seront empêchées en accord avec le directeur de la sûreté générale et que les participants à ces échanges de vues n'auront qu'à en vouloir à eux-mêmes, si leurs relations avec la police assument un caractère plus ou moins désagréable."

On voit donc que le président d'un syndicat fasciste menace de dénoncer à la police des hommes de confiance régulièrement élus selon le droit établi par la dictature catholique, parce qu'ils désirent se mêler de questions touchant les contrats collectifs!

Le truck-system en Autriche

(I.T.F.) La dictature catholique autrichienne a décrété que les employeurs n'obtiendront plus de commandes de la part des pouvoirs publics que s'ils s'engagent à respecter scrupuleusement les contrats collectifs et les lois sociales. La pratique a un autre aspect. Le "Freie Arbeiterstimme", journal paraissant légalement à Vienne, est par exemple obligé de signaler (dans son numéro du 14 mai) que l'entrepreneur en bâtiments chargé de surélever d'un étage le commissariat de police de la Gatterburgstrasse à Vienne, ne paie à ses ouvriers "que 80% du salaire en espèces et le reste en bons contre remise desquels ils peuvent acquérir des objets auprès de commerçants qu'on leur indique. C'est là un retour aux pires périodes des cantines de chantiers....

C'est ainsi que récemment quelques ouvriers ont dû s'acheter des chaussures. Celles-ci sont raides comme si elles étaient en bois et non pas en cuir, et elles ne sont certainement pas d'une qualité justifiant le prix de 34 schillings dont il a fallu les payer.

L'entrepreneur ne connaît apparemment pas non plus la loi des 8 heures car sur ses chantiers à la Gattenburggasse, les ouvriers doivent faire 9 heures et demie par jour sans toucher pour cette heure et demie supplémentaire l'indemnité légalement prescrite. Il ne paie pas davantage l'indemnité d'échafaudage de 10 groschen l'heure. Les hommes occupés aux façades ne reçoivent que 1,37 schillings l'heure à la place du taux réglementaire de 1,60 schillings et quant aux timbres du congé annuel, il s'abstient d'en acquérir. Et tout cela se passe dans un travail public!..

.....Le Syndicat (fasciste) a immédiatement attiré l'attention du constructeur sur ce que son procédé a d'illicite. Il a répliqué d'un air effronté qu'en ce qui concerne la rétribution de ses salariés, il n'admet d'observations de personne, pas non plus par conséquent de la part du syndicat..."

Dans l'Etat corporatif chrétien il peut se permettre ce langage.

L'Office pour les femmes du Front allemand du travail.-

(I.T.F.) Lors de la constitution, en juillet 1934, de l'Office pour les femmes du Front allemand du travail

la dirigeante nationale (Reichsfrauenführerin) lui assigna la tâche de familiariser les femmes salariées avec les questions économiques, sociales et hygiéniques, de les former pour les travaux domestiques et de collaborer dans l'intérêt des femmes qui travaillent "lors de la création et de la revision de lois et de contrats". Un an plus tard, lors de l'organisation plus poussée de l'Office pour les femmes, diverses sections furent créées: une pour la formation sur le terrain ménager et de l'économie, une pour l'activité nazie, une pour la presse et la propagande, une pour les assistantes dans le ménage et un bureau de placement "pour les travailleuses sur le terrain social". On négligea cependant de créer une section spéciale pour la législation sociale et les contrats. Dans le Troisième Reich les lois et contrats qui intéressent les femmes, sont rédigées par les employeurs, les ministres ou les Commissaires au travail.

Or, dans le "Völkischer Beobachter" du 14 mai, l'Office pour les femmes fait mention de ses activités: la section pour la formation sur le terrain ménager et économique a organisé des cours de cuisine et distribué des recettes: "Faites votre cuisine avec peu de graisse". La section sociale plaça 149 (!) "travailleuses sociales" qui ont pour tâche de surveiller, en collaboration avec le chef de bureau, des ouvrières et employées; la section pour la formation politique organisa des conférences de propagande, notamment sur les questions de race. Des groupes de femmes, recrutées dans les entreprises, prennent à leur charge, en cas de manifestations dans l'entreprise, la partie gaie du programme, permettant aux organisateurs de faire l'économie des honoraires qu'ils auraient à payer à des conférenciers ou acteurs. En 1924, un total de 1,22 million de femmes étaient occupées dans 29.400 entreprises allemandes comptant un personnel de plus de 50 unités mais il n'y a jusqu'ici que 390 de ces groupes de femmes, ce qui démontre la résistance opiniâtre opposée par les ouvrières et employées allemandes contre l'attaque livrée à leurs loisirs par les organismes nazis.

L'organisation des cellules d'entreprise est liquidée.

(I.T.F.) Une nouvelle mesure du parti hitlérien a pratiquement mis fin à la liquidation de l'organisation des cellules d'entreprise nationales-socialistes

(N.S.B.O.) qui au fond n'existait plus que sur le papier. Les derniers récalcitrants de la "vieille garde" de la N.S.B.O. partisans de la première heure du parti hitlérien dans les entreprises, ont été mis dans l'impossibilité de nuire.

Dès le printemps 1934, toute vie propre de la N.S.B.O. avait été opprimée. Elle était condamnée à une lente mort et ne comptait finalement ("Angriff" du 17 février 1937) plus que 80.000 présidents de cellule n'ayant en grande majorité plus de cellule derrière eux et dont le titre seulement rappelle leur grandeur ancienne.

Les membres de la N.S.B.O. qui ne remplissent pas de fonctions dans le Front du travail--le Front du travail a écarté autant que possible les éléments radicaux de la N.S.B.O.--n'ont en général plus aucune importance. Dans bien des entreprises toutefois une espèce de rivalité se fait jour entre l'homme de la N.S.B.O. suspect à cause de son attitude radicale, et le représentant du Front allemand du travail. Souvent les travailleurs prennent le parti de l'homme de la N.S.B.O. Le Dr. Ley a à présent privé de leur titre tous les présidents de cellules d'entreprise, qui n'occupent pas les fonctions de représentant du Front du travail (Angriff du 13 mai). On change le titre des représentants du Front du travail en celui de "Betriebs-Obmann", (président d'entreprise); un "président de cellule" n'est plus toléré à côté d'eux.

La cherté de la vie dans le Troisième Reich.

(I.T.F.) Une grande partie des industriels et entrepreneurs de transports fait un joli bénéfice sur les préparatifs de guerre du Troisième Reich.

On continue néanmoins à payer des salaires et traitements de crise aux ouvriers et employés allemands, la dictature nazie ayant interdit une augmentation des taux de paiement. Monsieur Hitler a, certes, plus d'une fois donné sa parole que la dictature n'admettrait pas une augmentation des prix aussi longtemps que

les salaires n'auraient pas été majorés mais...le coût de la vie a augmenté dans le Troisième Reich d'au moins 25% et le pouvoir d'achat des salaires a baissé en conséquence. Ces dernières semaines une nouvelle vague de hausse s'est déclenchée; les revendications d'obtenir une indemnité de vie chère se font entendre de plus en plus impérieusement. Certains employeurs sont prêts à céder à la pression qui se fait valoir au sein des entreprises; certains organismes même du Front allemand du travail, recommandent moins d'intransigeance craignant une effervescence plus générale mais la dictature nazie persiste à interdire le paiement d'une indemnité de vie chère. Elle tente de faire accroire aux ouvriers que le coût de la vie est supportable et elle a amené l'Institut pour l'étude des conjonctures à venir en aide au ministère de la Propagande. Cet Institut a publié (dans son bulletin hebdomadaire du 5 mai) un aperçu du mouvement des prix des denrées alimentaires sur la base des relevés de l'Office officiel de statistiques en mars 1933 et en mars 1937. Suivant cet aperçu les prix officiels (!) ont monté de mars 1933 à mars 1937, de 35% pour le beurre, de 44% pour la margarine, de 31% pour les oeufs et les fèves, de 22% pour les pommes de terre, de 18% pour la viande, de 15% pour les produits laitiers, de 52% pour les pois. Le coût de l'alimentation n'a monté "que" de 11,5%. Avec orgueil le bulletin signale une baisse de prix; le pain et les pâtisseries sont devenus en moyenne de 2% meilleur marché. Ce qu'il n'écrit pas, c'est que la qualité du pain est sensiblement moins bonne. Le pain de seigle a, dans la plupart des régions, un goût aigre à cause du moulage excessif et de l'adjonction de pommes de terre; avec cela les médecins parlent d'une épidémie d'affections de l'estomac. La qualité du pain blanc a aussi considérablement diminué par le mélange imposé de 7% de maïs en moyenne à la farine.

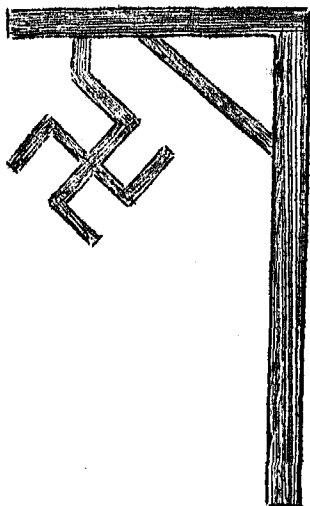
Par crainte de la censure l'Institut pour l'étude des conjonctures ne mentionne pas ces avilissements des qualités pas plus d'ailleurs qu'il ne parle du fait important pour la statistique des prix, que dans certaines régions de l'huile de baleine deux fois raffinée, est mélangée au beurre. Il passe sous silence le fait que les prix officiellement fixés pour le beurre et la viande n'ont aucune valeur pratique, attendu qu'on ne peut pas se procurer ces qualités là. Pour le beurre par exemple, il faut payer presque partout le prix maximum, quelle que soit la qualité dont il s'agit. Les bouchers qui vendaient autrefois --avant la fixation des prix maxima-- par exemple 4 sortes de viande de veau, en vendent à présent 9 dont les 5 qualités inférieures, affichées correctement aux prix fixés, sont la plupart du temps, "hélas justement épuisés"; pour les autres sortes on demande des prix plus élevés. Lorsque toutefois jusqu'à l'"Angriff", le quotidien du Front allemand du travail (N° du 13 mai), se plaint de ce que "des marchandises qui, autrefois étaient disponibles en plusieurs qualités, ne peuvent soudainement plus s'obtenir qu'en première qualité...tendance que nous nous rappelons du temps de la guerre"--lorsque ce journal va jusqu'à constater que "des articles qui se vendaient autrefois au poids ou à la pièce, ne sont plus vendus dans le commerce de détail qu'en emballage et par conséquent avec un certain supplément", que "les prix vont toujours jusqu'à l'extrême limite du maximum admis, que les transactions par lesquelles, on ne vend un article bon marché que si le client achète en même temps un article cher, se généralisent de plus en plus" la fixation de prix maxima officiels sans aucune valeur pratique, ne semble plus guère autre chose qu'un jeu.

L'augmentation du coût des vêtements n'est que de 17,5% selon l'Institut pour l'étude des conjonctures, mais il s'est servi pour ses calculs de marchandises qui n'existent plus. On sait que dans l'industrie textile particulièrement, nombre de nouveaux tissus-ersatz ont été lancés alors que les anciennes sortes ont disparu du marché. Ces nouveaux tissus s'usent avec cela très rapidement de sorte que la dépense pour les vêtements augmente à deux points de vue.

Quant à l'affirmation de l'Institut que l'indice des loyers n'a pas changé, le "Deutsche Volkswirt", ^{même} organe des intellectuels nazis constate: "Le fait que les loyers ont monté, après les décrets contre la hausse des prix (d'octobre 1936) est incontestable". Par ses indications, l'Institut des conjonctures offre aux Nazis et aux employeurs les arguments voulus pour combattre les revendications ouvrières. Les protestations de deux journaux nazis démontrent qu'en dehors du ministère de la Propagande, personne ne juge possible de parler aux ménagères allemandes d'une augmentation du coût de la vie de 7,7%, attendu que chaque Allemand constate dans son porte-monnaie que depuis 1933 la vie a renchéri en Allemagne d'au moins 25%.

La croix gammée à la potence.

(I.T.F.) Le matin du 1er mai des employés du corps de défense ferroviaire découvrirent à leur effroi sur nombre de voitures des chemins de fer un dessin représentant très clairement une croix gammée pendue à une potence. Sur l'ordre de la Gestapo les dessins furent photographiés après quoi le personnel des services roulants reçut l'instruction de faire disparaître au plus vite les dessins en lavant les voitures. Les auteurs clandestins du méfait s'étaient toutefois servis d'un colorant caustique qui avait profondément corrodé la paroi des véhicules. L'agitation des membres de la défense ferroviaire accompagnant les trains alla en croissant lorsque des voyageurs leur firent remarquer le même dessin sur les parois des compartiments, dans les couloirs, sur les tables pliantes et jusque dans les W.C. Dans certains trains la croix gammée à la potence avait même été gravée dans les vitres des fenêtres.



Voyant combien les dessinateurs clandestins avaient bien fait leur travail, les autorités donnèrent l'ordre de coller des papiers sur les dessins sur les parois extérieures des voitures. Cela n'eut d'autre effet que d'augmenter encore la curiosité des cheminots et du public dans les gares; la nouvelle passa de bouche en bouche disant que des "clandestins" avaient à leur façon célébré le 1er mai. Il ne resta pas d'autre issue au corps de défense ferroviaire que de retirer de la circulation les voitures si joliment ornées!

Les efforts de la Gestapo pour découvrir les coupables furent vains jusqu'ici!

Pour les marins allemands il n'y a pas de droit.

(I.T.F.) La section de la navigation maritime de l'organisation pour l'étranger du Front allemand du travail a été établie, en commun avec l'organisation pour l'étranger du Parti nazi, des Offices d'assistance judiciaire à Hambourg, Brême, Bremerhaven et Stettin. Les méthodes de travail de ces offices se différencient—ainsi que l'écrit à juste titre l'organe du Front du travail "Der Deutsche Seemann (de mai 1937)—"foncièrement" de ce qui se pratiquait à l'époque des syndicats. "Sous le même toit et à la même table" que l'avocat-conseil des marins et des officiers de la marine marchande travaille le syndicat des armateurs également rétribué par le Front du Travail.

Les marins dans le Troisième Reich ne peuvent plus tabler sur les lois et la jurisprudence. Le marin n'obtient pas justice même lorsque "la lettre rouillée des lois permet peut-être autre chose". Au début de 1936, nombreuses étaient encore les plaintes formulées par les marins accusant les armateurs de violation des contrats depuis qu'un manque de marins se fait sentir dans la marine marchande allemande, à la suite de l'extension brusque de la marine de guerre, il n'est plus guère possible d'user de représailles contre des marins qui portent plainte devant le tribunal. Le Front allemand du travail est mécontent de cette attitude offensive des gens de mer. Il se plaint de ce que les marins, abusant de la situation "ont la tendance de formuler des revendications injustifiées (?) et saisissent de leurs cas l'office d'assistance judiciaire. Plus que par le passé nous avons aujourd'hui à écarter des demandes injustifiées".

Les marins, remarquant que l'office d'assistance ne leur donnait pas raison, s'abstinrent de porter plainte. Dans le courant de 1936 le nombre des plaintes formulées contre des armateurs pour violation de contrat, a reculé de 30%. Le nombre des plaintes portées devant le tribunal a par contre beaucoup augmenté. Dans la plupart des cas toutefois les juges ont débouté les demandes. Les marins ont par conséquent recours à d'autres moyens. Une tendance marquée se fait jour de la part des marins de quitter leur emploi pour en chercher un nouveau. "Les efforts du Front du travail en collaboration avec les armateurs pour empêcher ces manières d'agir n'aboutissent à aucun résultat vu le manque de marins formés. L'appel à "l'esprit de communauté" ne sert à rien: sous la croix gammée les marins allemands ne sont pas devenus des "jaunes".